

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES DU SAD

SAD N°2025-0154-00-00-MPF

Acheteur

Numih France**GIP mipih**

12 rue Michel Labrousse

CS 93668

31036 Toulouse Cedex 1

Siret n° 18310021300028

Appel d'offres restreint et la technique d'achat utilisée est celle du système d'acquisition dynamique sur la base des dispositions des articles L2124-2, R2124-2-2°, L2125-1-4°, R2162-37, R2162-38, R2162-41 à 47 et R2162-49 à 51 du Code de la Commande Publique

Système d'acquisition dynamique pour l'acquisition de solutions d'intelligence artificielle et prestations associées pour les besoins de Numih France

NB : Tout comme l'ensemble des documents de la consultation, le présent document ne peut être modifié à l'initiative du soumissionnaire.

SOMMAIRE

Avant-propos.....	6
Article 1. Présentation Numih France	6
Article 2. Objet du SAD	7
Article 3. Forme du marché.....	7
3.1 Choix de la procédure	7
3.2 Allotissement	7
3.3 Tranche optionnelle	7
3.4 Montants du marché.....	8
Article 4. Sélection des candidatures	8
4.1 Etapes de la procédure	8
4.2 Examen et agrément des candidatures	8
4.3 Exclusion du SAD.....	9
Article 5. Organisation des marchés spécifiques	10
5.1 Procédure de passation et spécificités des marchés spécifiques.....	10
5.2 Critères de sélection des offres des marchés spécifiques.....	10
5.3 Variantes-PSE	11
5.4 Marché de prestations similaires	11
5.5 Mise au point	11
5.6 POC (proof of concept).....	11
5.7 Recours hors SAD en cas d'infructuosité d'un marché spécifique.....	11
Article 6. Durée et délais d'exécution	11
6.1 Durée du marché.....	11
6.1.1 Période de validité et durée du SAD	11
6.1.2 Durée des marchés spécifiques.....	12
6.2 Délai d'exécution	12
6.2.1 Délais d'exécution.....	12
6.2.2 Prolongation du délai d'exécution	12
Article 7. Application du C.C.A.G.- TIC	12
Article 8. Documents contractuels.....	12
8.1 Pièces particulières des marchés spécifiques	12
8.2 Pièces générales	13

8.3	Notification.....	13
Article 9.	Sous-traitance / Cotraitance	13
9.1	Sous-traitance	13
9.2	Modalités de paiement direct.....	14
9.3	Cotraitance	14
9.4	Répartition des paiements	14
Article 10.	Protection des données à caractère personnel	14
Article 11.	Condition d'exécution des prestations	15
11.1	Lieu d'exécution des prestations	15
11.2	Qualité	15
11.2.1	Représentant du Titulaire.....	15
11.2.2	Gestion des personnels du Titulaire.....	16
11.2.3	Représentation de l'acheteur	16
Article 12.	Modalités d'exécution des prestations	16
12.1	Droits et obligations de l'Acheteur	16
12.2	Droits et obligations du Titulaire	17
12.3	Nature des obligations du Titulaire	18
12.4	Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement.....	18
12.4.1	Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	18
12.4.2	Protection de l'environnement.....	18
12.5	Confidentialité et sécurité	19
12.6	Localisation et souveraineté des données	20
Article 13.	Opérations de vérifications	20
Article 14.	Constataion de l'exécution des prestations	21
Article 15.	Émission des bons de commande	21
15.1	Emission des bons de commande	21
15.2	Contenu des bons de commande	21
15.3	Modification, suspension et interruption des bons de commande	22
Article 16.	Modalités de détermination des prix	22
16.1	Contenu des prix	22
16.2	Mois d'établissement des prix	23
16.3	Révision du prix.....	23
16.3.1	Formule de révision	23

16.3.2	Modalités.....	23
16.4	Application de la taxe à la valeur ajoutée	24
Article 17.	Modalités de règlement du marché	24
17.1	Paiement	24
17.2	Facturation	24
17.3	Paiement des cotraitants	25
Article 18.	Pénalités	25
18.1	Généralités	25
Article 19.	Propriété intellectuelle sur les résultats	26
Article 20.	Clause de sécurité	27
Article 21.	Clauses de réexamen	27
Article 22.	Réversibilité et transférabilité	28
Article 23.	Responsabilité et assurances.....	28
23.1	Responsabilité extracontractuelle	28
23.2	Responsabilité contractuelle	28
23.3	Responsabilité en cas d'atteinte à l'intégrité des données ou la disponibilité des services	28
23.4	Assurances	28
Article 24.	Obligation de vigilance dans les marchés publics.....	29
Article 25.	Travailleurs détachés	29
Article 26.	Résiliation.....	30
26.1	Généralités.....	30
26.2	Décès, incapacité du Titulaire du marché	30
26.3	Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire du Titulaire du marché	30
26.4	Faute du Titulaire du marché	30
26.5	Résiliation anticipée pour évolution technologique, de sécurité ou tarifaire	31
26.5.1	Principe.....	31
26.5.2	Motifs justifiant la résiliation anticipée	31
26.5.3	Procédure et délai de prévenance	31
26.5.4	Effets de la résiliation.....	32
26.5.5	Clause de continuité	32

26.6	Résiliation des bons de commandes.....	32
Article 27.	Exclusion du SAD	32
Article 28.	Exécution aux frais et risques du titulaire	33
28.1	Inexécution partielle ou totale de prestations	33
28.2	Résiliation du contrat aux frais du titulaire	33
Article 29.	Règlement des différends	33
Article 30.	Dérogation au C.C.A.G.	34

Avant-propos

Le présent marché est un système d'acquisition dynamique qui a pour finalité de recenser et référencer les opérateurs économiques susceptibles de répondre aux besoins des marchés spécifiques. Ces marchés spécifiques seront lancés périodiquement et ce, jusqu'au 15 décembre 2036, date de fin de validité du SAD.

Les opérateurs économiques sont donc invités à déposer leurs candidatures sur la plateforme dématérialisée de l'acheteur jusqu'à au plus tard 20 jours avant la fin de la durée globale d'exécution du SAD et est indiquée en page de garde du présent document. Pour cela, les opérateurs doivent se référer aux documents initiaux : avis de marché, règlement de la consultation et cahier des clauses administratives.

Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de dix jours ouvrables pour analyser les candidatures à compter leur réception. Il informera les opérateurs économiques sur la recevabilité de leurs candidatures sachant qu'en cas de refus, l'opérateur économique aura toujours la possibilité de représenter sa candidature.

Les opérateurs économiques ainsi référencés se verront transmettre les pièces des marchés spécifiques accompagnées d'une lettre de consultation qui expliquera la procédure à suivre.

Il est à noter néanmoins qu'aucune demande d'admission dans le système ne sera examinée pendant une phase de consultation visant à attribuer un marché spécifique.

Les candidats sont invités à lire attentivement le règlement de la consultation qui explique la procédure.

Article 1. Présentation Numih France

Numih France est la nouvelle identité du Groupement d'Intérêt Public (GIP Mipih). Elle marque l'aboutissement de la fusion des deux GIP (Mipih et sib), officielle depuis début janvier 2025.

Le GIP est désigné indifféremment par le terme « GIP Mipih », « Numih France » ou encore « acheteur ».

Le GIP est une structure publique de coopération inter-hospitalière spécialisée dans l'informatique, travaillant avec des établissements de santé répartis sur l'ensemble du territoire (Centres Hospitaliers Universitaires, Centres Hospitaliers, Établissements de Santé Privés d'Intérêt Collectif, Hôpitaux locaux, Maison de retraite, Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, Établissements de santé privés d'intérêt collectif...).

Éditeur de progiciels hospitaliers et de santé sur des domaines complémentaires s'appuyant sur des dizaines d'années d'expérience, et hébergeur de données de santé certifié depuis 2018, le GIP accompagne les établissements de santé dans la construction et le développement de leur système d'information.

Le GIP est par ailleurs, un acteur coopératif de référence du numérique au service de la santé et du secteur public. Il accompagne les établissements de santé, les collectivités et les administrations publiques dans la transformation de leurs systèmes d'information (SI).

Expert dans la conception, l'intégration, l'interopérabilité et le déploiement de Systèmes d'Information Hospitaliers (SIH) et de Santé (SIS), le GIP intervient auprès de plus de 600 établissements de santé sur le territoire national et à l'outre-mer.

Le GIP est de plus doté d'un organisme de formation qui dispense 273 formations pour amener les professionnels de santé vers la maîtrise des compétences en informatique de santé.

Les 1400 collaborateurs du GIP partagent ainsi leurs savoirs et expertises avec plus de 1000 établissements adhérents pour construire ensemble le numérique de demain : performant, éthique, responsable et souverain.

Article 2. Objet du SAD

La présente consultation a pour objet la mise en place d'un système d'acquisition dynamique (SAD) et le référencement concernant l'acquisition de solutions d'intelligence artificielle et prestations associées pour les besoins de Numih France

Le présent SAD ne fixe pas avec précision l'objet et les caractéristiques des marchés spécifiques (MSP) et notamment :

- les caractéristiques techniques et fonctionnelles des solutions ;
- les prestations complémentaires ;
- les critères de performance ;
- les quantités ;
- les prix définitifs ;
- les délais d'exécution.

La description détaillée des prestations et leurs spécifications techniques seront indiquées dans le Cahier des Charges Fonctionnel (CCF) de chaque marché spécifique.

Article 3. Forme du marché**3.1 Choix de la procédure**

La présente consultation a été passée selon les dispositions de passation appliquées aux marchés d'appel d'offres restreint et la technique d'achat utilisée est celle du système d'acquisition dynamique sur la base des dispositions des articles L2124-2, R2124-2-2°, L2125-1-4°, R2162-37, R2162-38, R2162-41 à 47 et R2162-49 à 51 du Code de la Commande Publique (CCP).

3.2 Allotissement

Le SAD se compose en 4 catégories définies comme suit:

N° catégorie	Libellé	Contenu envisagé (Information donnée à titre purement indicative)
Catégorie 1	Outils IA pour les métiers administratifs	<ul style="list-style-type: none">▪ Automatisation des processus administratifs (RPA, IA documentaire)▪ Chatbots RH / gestion administrative▪ Outils d'aide à la décision pour le pilotage administratif
Catégorie 2	Outils IA pour les métiers du développement et de l'hébergement	<ul style="list-style-type: none">▪ Frameworks IA, API d'apprentissage automatique▪ Services de génération de code / assistance au développement▪ Pipelines MLOps, gestion des modèles, orchestration
Catégorie 3	Outils transverses IA	<ul style="list-style-type: none">▪ Plateformes génériques IA▪ Solutions de classification, NLP, vision par ordinateur▪ Outils d'évaluation des performances et de monitoring des modèles
Catégorie 4	Socle technologique IA	<ul style="list-style-type: none">▪ Mise à disposition GPU▪ Hébergement de modèles▪ Chaîne de production IA

3.3 Tranche optionnelle

L'ouverture à des tranches optionnelles sera précisée dans le dossier de consultation des marchés spécifiques.

3.4 Montants du marché

Le montant estimé des dépenses dans le cadre du système d'acquisition dynamique, sur sa période de validité, est de 75 000 000 € HT.

Ce montant est purement informatif et non contractuel.

Aucune indemnité ne sera due par l'acheteur dans le cas où le cumul des dépenses sur marchés spécifiques n'atteindrait pas ce montant.

- Est entendu par montant maximum, le montant au-delà duquel le marché s'éteindra de fait.
- Est entendu par montant estimatif, le montant envisagé par l'acheteur sur la période pour la réalisation des prestations. Il ne s'agit donc pas d'un montant minimum.

Article 4. Sélection des candidatures

4.1 Etapes de la procédure

Une première phase de candidature initiale est lancée pour permettre la mise en place du SAD ; Celle-ci comporte une date limite de réception des candidatures et vise à admettre une première série d'opérateurs économiques au sein du SAD.

Une fois cette phase initiale achevée, les opérateurs économiques auront la possibilité de déposer leur candidature jusqu'à au plus tard 20 jours avant la fin de la durée globale d'exécution du SAD et est indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation.

Les candidatures sont analysées en fonction de leurs garanties financières, techniques et professionnelles.

Examen de la recevabilité de la candidature initiale ou au fil de l'eau

L'acheteur examine les candidatures au regard des documents précisés à l'article 7.1 du règlement de consultation et dans un délai de 10 jour ouvrable. Dans l'hypothèse où un complément d'information est nécessaire, le délai sera repoussé à 15 jours ouvrables.

Candidature incomplète – absence d'information

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé dans la demande de complément adressée via le profil acheteur. Les candidatures incomplètes ou demeurant incomplètes à la suite d'une demande de compléments seront éliminées.

Les candidats auront la possibilité de déposer leur candidature pendant la durée de validité du SAD.

Actualisation du dossier de candidature au cours de la durée de validité du SAD

Conformément à l'article R2162-47 du CCP, à tout moment au cours de la période de validité du SAD, le pouvoir adjudicateur peut demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date d'envoi de cette demande.

Retrait du Système d'Acquisition Dynamique

À tout moment, un opérateur admis au sein du SAD peut retirer sa candidature. Il en informe l'acheteur dans les plus brefs délais par écrit à l'adresse suivante : marches-publics@numihfrance.fr.

Fin anticipée du SAD

Cette durée du SAD peut être modifiée sur décision expresse de l'acheteur. Les opérateurs agréés sont informés par écrit de la modification de la période de validité et de ses conséquences et un avis rectificatif sera publié pour signaler la nouvelle période de validité.

La fin anticipée du système d'acquisition dynamique n'ouvre droit à aucune indemnité, de quelque nature que ce soit.

4.2 Examen et agrément des candidatures

Les critères de sélection des candidatures, communs à l'ensemble des catégories de produits, sont les suivants :

Critères		Points
Capacité Technique & Professionnelle	Aptitude juridique & conformité <ul style="list-style-type: none"> • Situation juridique - DC1 + absence d'interdictions de soumissionner • Déclaration des sous-traitants • Respect RGPD • Localisation des données • Assurance RC Pro 	20
	Capacités techniques & professionnelles IA <ul style="list-style-type: none"> • Références IA récentes 	30
	Sécurité, éthique & conformité IA <ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire RSSI/DPO 	30
Capacités économiques & financières	<ul style="list-style-type: none"> • Chiffre d'affaires global • CA spécifique IA (si possible) • Assurance cyber-risques (facultatif mais conseillé) 	20

L'admission au SAD nécessite l'obtention d'une note minimale de 50 points

Les candidats ne disposant pas des capacités financière, professionnelle et technique globalement suffisantes pour l'exécution des futurs marchés spécifiques ne pourront être admis au sein des catégories du SAD. Ils pourront néanmoins recandidater ultérieurement lorsqu'ils s'estimeront en capacité d'apporter des éléments de garantie supplémentaires.

Admission au Système

Le candidat satisfaisant aux critères de sélection est admis au SAD. Un message transmis via le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur (PLACE) l'informe de cette admission. A compter de la réception de ce message, le candidat peut participer aux mises en concurrence à venir. Il est alors considéré comme « candidat admis » et doit par conséquent se conformer aux obligations du CCAP-SAD qui incombent à ce statut, notamment s'agissant du respect des règles de confidentialité.

Non admission au Système

Les opérateurs économiques non admis dans le SAD sont également informés via un message transmis par le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur (PLACE).

4.3 Exclusion du SAD

Conformément aux dispositions des articles L2141-1 à L2141-10 du CCP, le soumissionnaire ne doit pas être dans un des cas d'interdiction de soumissionner.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion au sens du CCP, il en informe l'acheteur sans délai qui l'exclura pour ce motif.

L'exclusion d'un opérateur économique admis dans le SAD peut également intervenir pour les motifs suivants :

- ✓ À la demande de l'opérateur si celui-ci s'estime dans l'incapacité de pouvoir exécuter les futurs marchés spécifiques (ex : redressement, liquidation judiciaire...) ;
- ✓ Sur décision de l'acheteur lorsqu'un marché spécifique conclu dans le cadre du SAD avec l'opérateur économique a été résilié pour faute.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, le pouvoir adjudicateur. En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Article 5. Organisation des marchés spécifiques

5.1 Procédure de passation et spécificités des marchés spécifiques

Lorsqu'un besoin est identifié par l'acheteur, il consulte les candidats admis au sein du SAD pour la catégorie concernée par le besoin.

Les candidats n'ont aucune obligation de soumissionner.

La procédure de consultation est entièrement électronique et se déroule comme suit :

- Les candidats admis sont informés par écrit via la plateforme de dématérialisation PLACE du lancement d'une consultation et sont invités à télécharger le DCE qui précise les caractéristiques des prestations à réaliser ainsi que les modalités de participation ;
- Les offres reçues dans le délai imparti sont analysées en fonction des critères de choix indiqués dans le règlement de consultation (RC) du marché spécifique. Les critères sont ceux figurant parmi les critères présentés à l'article 5.2 du CCAP-SAD ;
- Les négociations ne sont pas autorisées dans le cadre du SAD et des marchés spécifiques qui en découlent.

Le DCE de chaque marché spécifique précise les caractéristiques techniques des prestations à exécuter et des fournitures que l'acheteur veut acquérir. Le cas échéant, ce dernier précise les prescriptions impératives et celles sur lesquelles il accepte une ou des variantes. La possibilité de recourir à des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) ou tranches sera également précisée lors de chaque lancement de marché spécifique.

Les marchés spécifiques d'une même catégorie pourront donner lieu à un allotissement

5.2 Critères de sélection des offres des marchés spécifiques

Les offres jugées conformes ou régularisées au terme de la procédure prévue à l'article R.2152-2 du code de la commande publique seront analysées et classées par ordre décroissant en fonction des critères d'attribution énoncés ci-dessous.

Les critères d'attribution et les méthodes de notation des offres seront communiqués dans l'invitation à soumissionner de chaque marché spécifique. La pondération de chaque critère pourra également varier d'un marché spécifique à l'autre, d'une catégorie à l'autre, dans la limite d'une fourchette de pondération indiquée ci-dessous pour chacun des critères :

Critères	Fourchette de points
1 – Valeur technique	De 30 à 60
2 – Prix	De 20 à 60

A l'initiative de Numih France, les critères seront affinés par des sous-critères pondérés. L'acheteur peut également introduire des critères éliminatoires et une note minimale.

Le total de la pondération de tous les critères sera de 100 %.

Il pourra être demandé aux candidats de préciser la teneur de leur offre, conformément à l'article R.2161-5 du code de la commande publique.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

5.3 Variantes-PSE

L'ouverture aux variantes à l'initiative de l'opérateur économique et des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) sera précisée dans le dossier de consultation des marchés spécifiques.

L'acheteur pourra demander une ou plusieurs variantes et une ou plusieurs PSE dans le cadre des marchés spécifiques. Les précisions quant à ces variantes et PSE seront indiquées dans le dossier de consultation.

5.4 Marché de prestations similaires

Pour les marchés spécifiques, l'acheteur se réserve le droit de recourir à des livraisons complémentaires selon les dispositions de l'article R 2122-4 du code de la commande publique, ou à des prestations similaires selon les dispositions de l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

Le montant estimatif tient compte du coût de ces dernières dans le cas où l'acheteur souhaiterait y recourir. Le choix de l'acheteur de ne pas recourir aux prestations similaires n'ouvrira droit à aucune indemnisation du titulaire.

5.5 Mise au point

L'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes d'un marché spécifique. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du marché spécifique concerné.

5.6 POC (proof of concept)

Certains marchés spécifiques peuvent donner lieu à la mise en place de POC. Les modalités techniques et de mise en concurrence ont alors fixées dans l'invitation à soumissionner. Le volume de prestations associées ne pourra excéder 10 jours.

5.7 Recours hors SAD en cas d'infirmité d'un marché spécifique

En cas de lancement d'un marché spécifique dans le cadre du présent Système d'Acquisition Dynamique (SAD) demeuré sans succès, notamment lorsque l'appel à la concurrence a été déclaré infructueux au sens des articles L. 2185-1 et R. 2185-1 du Code de la commande publique, L'acheteur conserve la faculté de déclarer la procédure sans suite ou infructueuse et de relancer une nouvelle consultation selon la procédure de son choix, dans le respect du principe de proportionnalité.

Ce recours hors SAD est possible lorsque :

- ✓ Aucune offre n'a été remise ;
- ✓ Seules des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées ont été présentées ;

L'acheteur pourra alors engager toute procédure prévue par le Code de la commande publique permettant de répondre efficacement au besoin, y compris une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalable lorsque les conditions légales en sont réunies.

Les titulaires admis au SAD ne pourront revendiquer aucun droit à indemnisation du fait de ce recours à une procédure extérieure au SAD, celui-ci étant la conséquence d'une infirmité indépendante de la volonté de l'acheteur.

Article 6. Durée et délais d'exécution

6.1 Durée du marché

6.1.1 Période de validité et durée du SAD

Le présent système d'acquisition dynamique est ouvert du 20 janvier 2026 au 15 décembre 2036 soit pour une durée approximative de dix ans.

Cette durée peut être modifiée sur décision expresse de l'acheteur. Les opérateurs agréés sont informés par écrit de la modification de la période de validité et de ses conséquences et un avis rectificatif sera publié pour signaler la nouvelle période de validité.

La fin anticipée du système d'acquisition dynamique n'ouvre droit à aucune indemnité, de quelque nature que ce soit.

Si les marchés spécifiques ne peuvent être conclus qu'avec les entreprises agréées (procédure restreinte), le SAD est cependant un système ouvert aux nouvelles candidatures pendant toute sa période de validité.

Plus précisément :

- ✓ Les candidatures pourront être déposées tout au long de la durée du SAD, jusqu'à la date limite indiquée en page de garde du présent RC (sous réserve d'une modification dans les conditions indiquées ci-avant)
- ✓ Les consultations en vue de la passation d'un marché spécifique pourront être lancées au plus tard jusqu'au dernier jour de validité du SAD.

6.1.2 Durée des marchés spécifiques

Chaque marché spécifique dispose d'une durée qui lui est propre, déterminée en fonction de la nature des prestations et de la nécessité d'une remise en concurrence périodique (art. L.2112-5 CCP). À titre indicatif, cette durée ne devrait pas excéder 4 ans sauf justification particulière liée à l'objet du marché.

6.2 Délai d'exécution

6.2.1 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont ceux fixés par le titulaire dans sa réponse au marché spécifique qui peut s'exécuter sous la forme d'un marché simple, d'un accord-cadre avec marchés subséquents et/ou bons de commande et, le cas échéant, dans la limite des délais maximum indiqués par l'acheteur.

6.2.2 Prolongation du délai d'exécution

Les dispositions de l'article 13.3 du CCAG sont applicables à l'exception du délai de signalement au pouvoir adjudicateur pour l'apparition des causes faisant obstacles au respect des délais contractuels d'exécution, pour lequel il sera dérogé aux articles 13.3.2 du CCAG ; en effet, le titulaire devra signaler ces éléments dès qu'il en a connaissance.

Article 7. Application du C.C.A.G.- TIC

Le marché se réfère expressément au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par arrêté ministériel le 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021.

Article 8. Documents contractuels

8.1 Pièces particulières des marchés spécifiques

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-TIC, les pièces constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et son annexe éventuelle :
 - La Décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.), ayant valeur contractuelle ;
 - Le cas échéant, l'annexe de sous-traitance à l'acte d'engagement (DC4) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) du SAD ;
- Le Cahier des charges fonctionnel (C.C.F.) ;
- Le Cadre de Réponse du Mémoire Technique du titulaire (C.R.T.) ;

- L'Annexe RGPD – RT / ST ;
- L'Engagement de confidentialité des tiers ;
- La Charte de Sécurité du Système d'Information.

Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente, intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées en cours d'exécution.

Les documents et correspondances relatifs au marché public sont rédigés en langue française. Les exemplaires originaux conservés par l'acheteur sont les seuls documents faisant foi.

Il est précisé que toute clause portée dans les conditions générales de vente ou dans les tarifs du Titulaire contraire aux stipulations des documents régissant le marché, est réputée non écrite.

En cas de contradiction ou de différences entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

8.2 Pièces générales

Par ailleurs, le titulaire doit respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires applicables à le marché, notamment :

- Le Code de la commande publique ;
- L'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication / de prestations intellectuelles (*) ;
- Le Code du travail ;
- L'ensemble des normes citées dans le cahier des clauses techniques particulières.

(*) Ce document est un document général que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

8.3 Notification

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G.-TIC, la notification du marché comprend uniquement une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire contre reçu, de l'acte d'engagement, celui-ci l'engageant sur l'ensemble des pièces constitutives du marché public listées ci-dessus.

Article 9. Sous-traitance / Cotraitance

9.1 Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée conformément à l'article L2193-3 du Code de la commande publique.

Si l'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, ils seront constatés par un acte spécial signé par l'Acheteur, par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance et par le titulaire (le mandataire en cas de groupement d'entreprises).

En cas de déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché public, les demandes devront être présentées par le titulaire du marché public à l'acheteur au plus tard 15 jours avant la date prévue d'intervention du ou des sous-traitant(s).

L'acte spécial indique :

- l'objet et le numéro du marché public,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-59 du code de la commande publique,
- la nature précise et le montant des prestations sous-traitées,

- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
- les modalités de calcul et de versement des acomptes,
- la date d'établissement de prix,
- les modalités de mise à jour et de révision des prix le cas échéant,
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfaction et retenues diverses,
- le comptable assignataire des paiements et, si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer (avec production du BIC, IBAN, RIB, RIP, RICE).

Il devra être accompagné des documents suivants :

- ❶ La déclaration du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- ❷ Les certificats, attestations, déclarations et documents du sous-traitants prévus aux articles R2143-6 à 10 du code de la commande publique ;
- ❸ Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- ❹ Les attestations d'assurances en cours de validité de responsabilité civile du sous-traitant ;
- ❺ L'exemplaire unique du marché délivré, le cas échéant, au titulaire lors de la notification, accompagné le cas échéant des modifications apportées au contrat, ou l'attestation ou la mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance ;
- ❻ En cas d'acte spécial de sous-traitance modificatif, l'exemplaire unique de l'acte de sous-traitance antérieur délivré au sous-traitant.

Il est entendu que le titulaire reste l'interlocuteur unique de l'acheteur, y compris pour les prestations sous-traitées.

9.2 Modalités de paiement direct

Conformément à l'article R2193-10 du Code de la commande publique, le paiement direct s'applique aux sous-traitants lorsque le montant des prestations sous traitées est égal ou supérieur à 600 € TTC. Dans ce cas de figure, le sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Acheteur, est payé directement pour la partie des prestations dont il assure l'exécution.

Le paiement direct du sous-traitant s'effectue dans les conditions précisées aux articles R2193-11 à 16 du Code de la commande publique.

9.3 Cotraitance

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

En application de l'article R.2142-24 du Code de la commande publique, dans les deux formes de groupements, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

En cas de cotraitance, la signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement.

9.4 Répartition des paiements

L'acte d'engagement et le cas échéant, les DC4 indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire [ou aux membres du groupement titulaire] et à ses [leurs] éventuels sous-traitants.

Article 10. Protection des données à caractère personnel

Les éléments relatifs au traitement des données à caractère personnels sont explicités dans l'annexe RGPD RT -ST du contrat. Ce document doit être complété et signé par titulaire du marché public.

Article 11. Condition d'exécution des prestations**11.1 Lieu d'exécution des prestations**

Selon le type de prestation, ces dernières seront réalisées :

- Soit dans les locaux du Titulaire ;
- Soit dans les locaux de l'Acheteur (tous sites).

11.2 Qualité

Le Titulaire s'engage, au titre du présent marché, à garantir la qualité et la conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du marché. À ce titre, il garantit le respect des stipulations du présent marché.

Le Titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux fournitures et prestations du présent marché.

L'Acheteur se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des fournitures et prestations fournies par le Titulaire.

Les marchés spécifiques pourront prévoir la mise en place d'un PAQ dans ces cas, le Titulaire devra apporter une maîtrise dans la mise en œuvre de la prestation et dans le pilotage de celle-ci. Cette maîtrise passe par la fourniture d'un Plan Assurance Qualité (PAQ) sous 30 jours ouvrés à compter de la date de notification du marché décrivant notamment :

- Les objectifs
- Planning
- Risques
- Rôle et responsabilité des personnes RACI
- La relation entre le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage ;
- Les processus applicables, mis en œuvre, outils et méthodes ;
- Mesure de la qualité des prestations ;
- Les moyens nécessaires.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par l'Acheteur ou par un tiers à sa demande, sont opposables au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à proposer durant toute l'exécution du Projet des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et diffuser les résultats obtenus.

11.2.1 Représentant du Titulaire

La bonne exécution des prestations suppose que le Titulaire n'affecte au marché qu'un seul responsable (ci-après désigné « Responsable de projet ») chargé de le représenter auprès de l'Acheteur.

Le Titulaire désigne nommément dans son mémoire technique et méthodologique un Responsable de projet à la compétence adéquate nécessaire pour le suivi du présent marchés.

Le Responsable de projet, ainsi désigné, est l'interlocuteur unique de l'Acheteur pendant toute la durée du marché.

Le Titulaire désigne également un Responsable de projet suppléant qui interviendra en cas d'empêchement du Responsable de projet Titulaire.

Les interlocuteurs de l'Acheteur, dont le Responsable de projet, peuvent à tout moment être remplacés sur l'initiative du Titulaire, à condition que la ou les personnes qui remplace(nt) chaque interlocuteur soi(en)t de compétence au moins équivalente.

Tout changement de Responsable de projet du Titulaire, après information de l'Acheteur (le Représentant du Pouvoir Adjudicateur et le Chef de projet de l'Acheteur), dans un délai de deux mois avant sa cessation de fonction, doit se faire tout en assurant la continuité du service rendu.

Dans ce même délai de deux mois, le Titulaire présente le remplaçant au Représentant du Pouvoir Adjudicateur (ou son représentant) et au Chef de projet de l'Acheteur.

A défaut de désignation, ou si le Responsable de projet remplaçant est récusé dans un délai d'un mois à compter de sa nomination, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du C.C.A.G.-TIC.

11.2.2 Gestion des personnels du Titulaire

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le Titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Afin de vérifier que les salariés désignés par le Titulaire présentent les compétences professionnelles conformes à celles présentées dans son offre, le Titulaire devra produire, avant tout début d'exécution, le profil des intervenants. L'Acheteur dispose de la faculté de récuser chacun de ces intervenants.

En cas d'absence ou de départ d'un de ses préposés, le Titulaire doit en aviser le Représentant de l'Acheteur et le Chef de projet de l'acheteur et désigner un remplaçant vers lequel il doit assurer le transfert des connaissances dans un souci de continuité du service rendu et de sa qualité associée. Le remplaçant proposé à l'acheteur, et validé par lui, prend ses fonctions le jour où la personne qu'il remplace quitte les siennes. Ainsi, le Titulaire s'engage à ce qu'il n'y ait aucune interruption dans l'exécution des prestations.

En outre, l'Acheteur peut demander à tout moment, sur décision motivée, le remplacement de toute personne affectée à l'exécution des prestations objet du marché. Le Titulaire doit alors procéder à son remplacement.

Pour tout remplacement de personnel, le Titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation consiste en la transmission des connaissances du projet nécessaires à l'exécution des prestations.

11.2.3 Représentation de l'acheteur

Le responsable de projet désigné par l'acheteur pour le suivi des prestations est le Responsable de l'activité et du service où doit se réaliser la prestation.

Il assure la cohérence des missions confiées au Titulaire et coordonne les prestations.

Article 12. Modalités d'exécution des prestations

12.1 Droits et obligations de l'Acheteur

L'Acheteur s'engage à communiquer au personnel du Titulaire toute information et tout documents nécessaires à l'exécution des prestations, objet du marché, sous réserve qu'il dispose de ces éléments et qu'ils ne présentent pas un caractère confidentiel.

L'Acheteur est ainsi tenu en général à une obligation de collaboration et à ce titre met à la disposition du Titulaire les informations le concernant et qui lui seraient nécessaires dans le cadre des présentes.

Audit :

L'Acheteur se réserve le droit de pratiquer des audits sur les prestations objets des marchés ou de les faire pratiquer par un tiers. Ces audits peuvent porter sur tout ou partie du périmètre des prestations du marché subséquent.

Sur demande de l'Acheteur, le Titulaire s'engage à délivrer, le cas échéant, les accès nécessaires à tout document permettant la préparation, la réalisation et le suivi de l'audit.

Ces audits peuvent être déclenchés à tout moment par l'Acheteur, notamment lorsque l'Acheteur identifie des écarts qui ne font pas l'objet d'un traitement approprié à même de garantir la qualité des travaux / livrables attendus.

Le déclenchement et la planification des audits sont instruits dans le cadre de la prestation à auditer.

A l'issue des audits, un rapport d'audit est établi par l'Acheteur (ou le tiers que l'Acheteur a diligenté pour mener l'audit).

Les écarts constatés doivent faire l'objet de mesures correctives par le Titulaire. Le Titulaire doit présenter à l'Acheteur un plan d'actions pour la correction des écarts. Seul l'Acheteur, ou le tiers diligenté pour mener les audits, peut lever les écarts constatés au regard de la pertinence du plan d'action proposé et mis en œuvre par le Titulaire.

Le temps passé par le personnel du Titulaire, pour la participation aux audits et aux traitements des écarts constatés, reste à sa charge.

Le responsable de la prestation auditée du Titulaire est l'interlocuteur privilégié de l'auditeur, du directeur de projet, tant pour l'organisation, la mise en œuvre que le suivi des audits.

L'Acheteur se réserve le droit de faire accompagner l'auditeur par un ou plusieurs de ses experts techniques.

12.2 Droits et obligations du Titulaire

Il appartient au titulaire :

- D'assurer la bonne exécution des prestations dont il a la charge et pour lesquelles il assure la maîtrise d'œuvre, conformément aux règles de l'art, aux lois et règlements en vigueur ;
- De fournir les compétences techniques nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- De respecter les niveaux de performance définis dans le C.C.T.P. et d'effectuer dans les meilleurs délais toute opération requise en vue de corriger toute anomalie ;
- De prévenir rapidement l'Acheteur de toute difficulté, tout événement et/ou fait de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, tels qu'ils ont été définis dans le présent document et au C.C.T.P. et de prendre les mesures nécessaires pour y remédier ;
- De coopérer étroitement avec l'Acheteur et les intervenants diligentés par l'Acheteur ;
- D'exécuter en temps utile son obligation de conseil et de mise en garde auprès de l'Acheteur ;
- De respecter les délais prévus dans le C.C.T.P. dans l'exécution des prestations.
- Le Titulaire s'interdit d'interroger le personnel de l'Acheteur ou des utilisateurs sans consulter préalablement le coordinateur désigné par elle.
- Le Titulaire ne peut faire aucun usage des résultats des prestations, ni communiquer les éléments couverts par le secret commercial.
- Le Titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation expresse et écrite de l'Acheteur.
- La publication des résultats par le Titulaire doit recevoir l'accord préalable de l'Acheteur
- Le Titulaire est tenu d'une obligation de loyauté.
- Le Titulaire s'engage à conseiller l'acheteur dans le cas où cette dernière émettrait des demandes complémentaires ou nouvelles en cours d'exécution du marché.

□ **Obligation de mise en garde** : le titulaire doit communiquer à l'Acheteur, pendant toute la durée du marché, toute information dans son domaine de compétence portant notamment sur les performances de la démarche engagée.

□ **Obligation de renseignement** : le titulaire devra communiquer, sur simple demande de l'Acheteur, les moyens d'obtenir des informations relatives à l'évolution des caractéristiques et spécificités de l'activité et de l'offre de services du titulaire et des solutions actualisées correspondant à l'objet du marché.

□ **Obligation de conseil** : le titulaire devra conseiller l'Acheteur dans ses choix et notamment :

- L'informer de toute amélioration possible en rapport avec les choix qu'elle aura arrêtés,
- Lui signaler toute orientation nuisible ou défectueuse, tout choix stratégique présentant des risques anormaux présents ou futurs au vu des informations fournies au titre de son obligation de mise en garde,
- Signaler à l'Acheteur tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du présent marché.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement à l'Acheteur, elles donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

12.3 Nature des obligations du Titulaire

Le Titulaire est seul responsable de l'ensemble des choix, des moyens techniques, logistiques, informatiques, humains, et matériels à mettre en œuvre pour garantir la conformité des prestations aux règles du marché ainsi qu'aux règles de l'art.

En tout état de cause, le Titulaire réalise les prestations objet du présent marché conformément aux documents contractuels et dans le respect d'une obligation de résultats portant sur le respect des délais d'exécution des prestations et des exigences de confidentialité.

Le titulaire est tenu à obligation à une obligation de résultat en ce qui concerne le respect des délais et de la confidentialité.

12.4 Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement

12.4.1 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent aux Titulaires, ainsi qu'à l'ensemble de ses co-traitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlement relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

L'Acheteur se réserve le droit de demander à tout moment au Titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le Titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Acheteur se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

12.4.2 Protection de l'environnement

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Acheteur se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

12.5 Confidentialités et sécurité

L'Acheteur et le Titulaire s'engagent à respecter mutuellement les obligations relatives à la confidentialité et à la sécurité dont l'étendue est ci-dessous rappelée.

Obligations du Titulaire :

Le Titulaire s'engage (pour lui-même et pour son personnel) :

- Concernant les informations, les documents et les outils informatiques :
 - à ne pas divulguer ou retransmettre à des personnes physiques ou morales non autorisées les informations et documents dont il aura eu connaissance dans le cadre du présent marché.

Seul le personnel de l'acheteur, ainsi que le personnel habilité par le Titulaire dans le cadre du présent marché, sont autorisés à accéder aux informations, aux documents et aux outils informatiques nécessaires à l'exécution de la prestation.

- à ne pas utiliser les informations, les documents et outils informatiques mis à sa disposition à d'autres fins que celles spécifiées dans le présent marché.
 - à ne pas modifier, altérer ou copier les informations, les documents et outils informatiques dont il aurait eu connaissance dans le cadre du présent marché.
 - à faire prendre et respecter les mêmes engagements de confidentialité vis à vis de son personnel.
- Concernant la sécurité :
 - à prendre les mesures nécessaires et adéquates pour assurer la sécurité des informations, des documents et des outils informatiques dont il disposera dans le cadre de l'exécution du marché et qu'il devra échanger ou partager avec l'acheteur ou l'acteur de santé.
 - Concernant la charte de bonne utilisation et de sécurité des outils informatiques :
 - à respecter et à faire respecter par son personnel la charte de bonne utilisation et de sécurité des outils informatiques applicables aux personnels des acteurs de santé pour le compte duquel la prestation est réalisée.

Obligations de l'Acheteur :

L'Acheteur s'engage pour sa part :

- à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le Titulaire que celui-ci aurait désigné comme tel dans le cadre de l'exécution du marché (si le caractère confidentiel est assuré par l'acheteur [absence de communication à des tiers], le Titulaire partage ses méthodes avec l'acheteur),
- à faire respecter par son personnel la même obligation de confidentialité.

Vérification du respect des engagements :

- L'acheteur, s'il l'estime nécessaire, se réserve le droit de procéder à une vérification du respect par le Titulaire, des engagements prévus au présent article.

Durée des obligations :

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché pour une durée 10 ans.

Exception à la protection :

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont ou qui deviennent publics, notamment les informations et documents déjà en possession du Titulaire, ceux élaborés de façon

indépendante par le Titulaire en dehors du cadre de ce marché, voire obtenus de tiers par des moyens légitimes.

A l'issue du chaque marché :

- Les fichiers et les documents opérationnels propriété de l'acheteur ou de ses ayants droit, seront restitués ;
- Tous les éléments restituables avant la fin de cette opération devront l'être dès que possible.
- Le Titulaire s'engagera à ne conserver aucune donnée liée à l'acheteur ou aux établissements avec lesquels il a collaboré

12.6 Localisation et souveraineté des données

Sauf dérogation expresse de l'acheteur dans le marché spécifique :

- Les données de santé doivent être hébergées sur le territoire de l'Union européenne par un hébergeur certifié HDS ;
- Le titulaire garantit que les données ne sont pas soumises à des législations extra-européennes permettant l'accès aux données par des autorités étrangères (Cloud Act, FISA, etc.) ;
- Le titulaire communique à l'acheteur la liste des sous-traitants et leur localisation géographique.

Article 13. Opérations de vérifications

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives des prestations seront réalisées dans les conditions des articles 30 à 34 du C.C.A.G.-TIC, sous réserve des dérogations ci-dessous.

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Si les vérifications sont réalisées dans les établissements de l'acheteur, le point de départ du délai pour les opérations de vérification est la date de remise ou livraison des prestations à l'acheteur. Si les vérifications sont réalisées dans les établissements du titulaire ou un autre lieu, le point de départ est la date à laquelle le titulaire notifie à l'acheteur que les prestations sont prêtes à être vérifiées.

Par dérogation à l'article 30.3 du C.C.A.G.-TIC, les vérifications seront effectuées sans la présence du Titulaire.

Dans le cas d'un marché comportant des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

A l'issue des opérations de vérification, si les prestations correspondent aux stipulations du marché, l'acheteur prononce leur admission.

Dans le cas où elles ne répondent que partiellement aux stipulations du marché il peut :

- Prononcer l'ajournement, lorsque les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point. L'acheteur invite le Titulaire à présenter les prestations mises au point, dans un délai de 15 jours.
- Prononcer une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées, si sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, les prestations peuvent être admises en l'état.

Dans le cas où elles ne répondent pas aux stipulations du marché, et ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet.

Il invite dans un premier temps le Titulaire à lui présenter ses observations et par la suite, si le rejet est maintenu, il motive sa décision de rejet.

En tout état de cause le Titulaire sera tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

L'ajournement ou le rejet des prestations est sans effet sur l'application éventuelle et le calcul des pénalités pour retard dans l'exécution des prestations.

Article 14. Constatation de l'exécution des prestations

Sauf écrit contraire de la part de l'acheteur, l'admission de la prestation du Titulaire est prononcée à compter de la date de validation du dernier livrable attendu du Titulaire dans le cadre de la mission qui lui a été confiée.

Le représentant de l'acheteur concerné remettra au Titulaire une attestation de fin de mission concomitante au mandatement du solde du marché, cette dernière tiendra lieu de décision d'admission. Cette attestation constate que le Titulaire a rempli toutes ses obligations. Le Titulaire joint une copie de cette décision à sa facture.

A défaut, c'est le mandatement et le cas échéant le paiement du solde, qui tiendra lieu d'attestation.

Article 15. Émission des bons de commande

Les marchés spécifiques conclus sur le fondement du SAD pourront être traités à prix global et forfaitaire ou à prix unitaires ou les deux (prix mixtes).

Dans les cas d'un marché spécifique traité à prix unitaires, les stipulations suivantes s'appliqueront.

15.1 Emission des bons de commande

L'exécution des prestations est subordonnée à l'émission de bons de commande. Aucune prestation ne pourra être réalisée par le Titulaire, ni ne donnera lieu à aucun paiement par l'Acheteur, si elle n'a pas préalablement donné lieu à l'émission d'un bon de commande.

L'Acheteur est en droit d'émettre des bons de commande jusqu'au dernier jour. Le délai d'exécution de chaque commande sera fixé dans le bon de commande correspondant sans toutefois dépasser 12 mois.

Les commandes peuvent être adressées dès la notification jusqu'à l'expiration de la durée du marché. A l'expiration du marché, aucun bon de commande ne pourra plus être émis, mais l'exécution des bons de commande déjà émis sera poursuivie jusqu'à son terme, sans pouvoir excéder 6 mois après la fin du marché.

Le délai et les modalités d'exécution sont mentionnés dans le bon de commande, à défaut le point de départ du délai est la date de notification du bon de commande.

15.2 Contenu des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par tout moyen donnant date certaine et valent ordre de réaliser les prestations.

Les bons de commande comporteront au minimum les mentions suivantes :

- Les références du marché (numéro et dénomination) ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- Les références des prestations et/ou fournitures commandées ;
- Le prix hors taxes et toutes taxes comprises ;
- Les montants de la commande HT et TTC et taux de TVA ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;

- Le délai d'exécution des prestations

L'Acheteur met à disposition les informations nécessaires à la bonne réalisation du bon de commande.

Le titulaire a une obligation de conseil envers l'Acheteur.

Dans ce cadre, par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G.–TIC, le titulaire dispose d'un délai de 2 jours à compter de la réception du bon de commande pour accuser réception par retour daté et signé du bon de commande et signaler à l'organisme toute réserve dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations objet du présent marché

En l'absence de réserves par le titulaire dans le délai ci-dessus, celui-ci ne pourra dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande.

15.3 Modification, suspension et interruption des bons de commande

L'Acheteur a la faculté de modifier, suspendre ou interrompre un ou des bons de commande moyennant un préavis de quinze (15) jours. Le Titulaire doit, s'il l'estime opportun pour le bon déroulement du marché, préconiser à l'Acheteur de modifier, suspendre ou interrompre un bon de commande, l'Acheteur demeurant libre de procéder ou non, en tout ou partie, à la modification, suspension ou interruption préconisée par le Titulaire.

Modification

Après émission d'un bon de commande, l'Acheteur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'Acheteur émettra alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions modifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande réduit le champ d'intervention du Titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable à l'Acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le Titulaire du fait du commencement d'exécution des prestations jusqu'à la l'ordre de modification. Le Titulaire justifie dès lors des frais engagés par lui. Dans les autres cas, la modification du bon de commande ne donnera droit à aucune indemnisation du titulaire.

Suspension

Après émission d'un bon de commande, l'Acheteur pourra suspendre l'exécution pour une durée qu'elle indiquera au Titulaire. Cette suspension n'ouvre aucun droit à indemnisation au profit du Titulaire.

A l'expiration de cette durée, l'Acheteur pourra soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande, soit émettre un bon de commande rectificatif dans les conditions mentionnées ci-dessus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions décrites ci-dessous.

Interruption

Après émission d'un bon de commande, l'Acheteur pourra en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'Acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le Titulaire du fait du commencement d'exécution des prestations jusqu'à l'ordre d'interruption. Le Titulaire justifie dès lors des frais engagés par lui. Dans les autres cas, l'interruption du bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation.

Article 16. Modalités de détermination des prix

Les prix du marché sont en euros et ne varie pas en cas de variation de change.

16.1 Contenu des prix

Les prix du marché comprennent les prix des prestations du présent marché détaillées dans l'offre technique du Titulaire, conformément à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Il est par ailleurs précisé que le prix du marché comprend tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché (y compris déplacement, hébergement, restauration) et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le Titulaire.

En outre, ces prix intègrent les fournitures nécessaires à la réalisation des prestations (papiers, enveloppes, intercalaires, cartons ...).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

16.2 Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres, ce mois est appelé mois zéro (Mo).

16.3 Révision du prix

16.3.1 Formule de révision

Les prix sont fermes la première année d'exécution du marché. Par dérogation à l'article 10.1.1 du C.C.A.G.-TIC, les prix du marché sont révisibles annuellement par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o * (0,25 + 0,75 (I_n/I_o))$$

Dans laquelle :

P_n = prix révisé de la prestation

P_o = prix initial de la prestation figurant dans le Bordereau de prix du prestataire ayant valeur pour le mois Mo.

I_n = dernière valeur connue de l'index SYNTEC à la date d'établissement de la révision

I_o = valeur de l'index SYNTEC pour le mois Mo

L'indice SYNTEC mesure l'évolution du coût de la main d'œuvre, essentiellement de nature intellectuelle, pour des prestations fournies.

Identifiant : SYNTEC

Site ou source : <http://www.syntec.fr/>

16.3.2 Modalités

La révision des prix par le Titulaire est annuelle, et s'effectue à la date anniversaire du contrat.

- **Modalités :** Le Titulaire doit faire parvenir sa demande de révision par mail à marches-publics@mipih.fr, un mois au moins avant la date anniversaire de la notification du présent marché.
 - Ce mail devra obligatoirement être accompagné d'un fichier Excel présentant le détail de la formule de calcul, les prix initiaux, les prix révisés et une colonne contenant le pourcentage d'augmentation ou de diminution.
 - L'Acheteur peut aussi, dès la réception de la demande, ne pas accepter la révision telle que présentée par le Titulaire et débiter les échanges par mail. Le Titulaire devra alors fournir toutes les pièces justificatives demandées prouvant l'augmentation ou la diminution des prix révisés jusqu'à l'obtention d'un accord de la part de l'Acheteur.
 - **Modification de l'annexe financière :**
A l'issue des échanges, le Titulaire renverra par mail la demande de révision au format PDF signée de manière électronique.

Après acceptation de l'Acheteur par mail, cette nouvelle annexe financière se substitue à la précédente sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

▪ Application du nouveau tarif :

En cas d'accord, les prix révisés sont applicables à compter de la date anniversaire de la notification du marché qui suit la demande de révision.

Clause de sauvegarde :

L'administration se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché à la date de changement de barème ou de tarif lorsque ce changement conduit à une augmentation supérieure ou égale à 5% l'an. Ce pourcentage s'entend pour chaque ligne de l'annexe financière.

16.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur.

Article 17. Modalités de règlement du marché

L'Acheteur se libère du montant dû, sur présentation d'une facture, en faisant porter les sommes dues en exécution du présent marché au compte indiqué à l'Acte d'engagement.

17.1 Paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est calculé conformément aux articles R. 2192-12 à R. 2192-17 du code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les factures sont payées à terme échu.

Lorsque le marché est traité à prix forfaitaire, le CCAP déterminera l'échéancier de paiement à respecter, selon le phasage déterminé pour la réalisation des prestations.

17.2 Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la commande publique : depenses@numihfrance.fr

En application de l'article D.2192-2 du code de la commande publique, la facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro de référence ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

Coordonnées du service responsable de la vérification des factures :

Fabrice DECOSSE

Comptable assignataire

12, rue Michel Labrousse

31000 Toulouse

17.3 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-TIC .

Article 18. Pénalités

18.1 Généralités

Par dérogation sur les modalités d'information du titulaire, à l'article 14.1 du C.C.A.G.-TIC, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des prestations, il est stipulé que :

1/ En aucun cas, le prestataire (titulaire, cotraitant ou sous-traitant éventuels) ne pourra prendre prétexte d'un manque d'informations, d'instructions ou de renseignements pour justifier ses manquements, la charge de les obtenir suffisamment à l'avance lui incombant.

2/ En cas de manquement prévisible dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit l'Acheteur dans les plus brefs délais par un courriel (ou un courrier) motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés, sans que le titulaire soit pour autant dégagé de ses obligations contractuelles concernant les prestations à exécuter.

3/ Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent article ont uniquement un caractère moratoire. Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dont l'inexécution a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme étant libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité. Il sera tenu compte des prolongations éventuellement accordées, par écrit motivé et signé des parties au présent marché.

4/ Le recouvrement des pénalités s'opère par l'émission d'une facture.

5/ En cas de résiliation du présent marché, le Titulaire reste redevable de pénalités lui ayant été notifiées.

6/ Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par l'Acheteur.

7/ Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

8/ Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-TIC, le Titulaire ne bénéficie d'aucune exonération de telle sorte qu'il est en est redevable quel que soit leur montant total.

9/ Le montant de la pénalité ne peut pas dépasser 10% du montant du montant total HT du marché.

10/ Dans le cas d'un manquement non imputable au Titulaire, aucune pénalité ne lui est appliquée. Le Titulaire doit apporter tous les éléments permettant de justifier que le manquement ne lui est pas imputable.

11/ En cas de désaccord sur les pénalités applicables, le comité de pilotage rapporte aux responsables du contrat puis au comité de pilotage qui examine le différend lors de sa prochaine réunion, étant entendu que l'existence d'une objection à l'application d'une pénalité n'a pas pour effet de suspendre son application ou la réalisation des prestations.

12/ Les pénalités exprimées dans le présent document sont en euros hors taxes.

13/ Les délais mentionnés sont par dérogation à l'article 3.2.2 du C.C.A.G.-TIC exprimés en jours ouvrés.

Le CCAP du marché spécifique précisera les pénalités applicables

- Pénalités pour non-respect des délais d'exécution
- Pénalités pour non remise d'un livrable
- Pénalités relatives au travail dissimulé
- Pénalités pour non-respect des évolutions règlementaires
- Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité
- Pénalités pour absence aux réunions
- Pénalités pour perte ou non restitution de badge en fin d'intervention
- Pénalités pour non-conformité des prestations
- Manquement aux obligations de remplacement en cas de départ ou d'absence
- Pénalités pour non-respect de la clause du plan de continuité d'activité (PCA)

Article 19. Propriété intellectuelle sur les résultats

Le CCAP des marchés spécifiques précisera les modalités de la propriété intellectuelle. A défaut, les dispositions suivantes s'appliquent.

Il est fait application des dispositions de l'article 46 du C.C.A.G.-TIC.

La notion de « Résultats » désignent tous les éléments quels qu'en soit la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marchés, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Spécifiquement à la prestation due au titre du marché, les Résultats comprennent tous les développements spécifiques créés par le Titulaire pour le compte de l'Acheteur ou lors de l'exécution de la prestation, les formations sur-mesure et les livrables, de quelque nature que ce soit, associés, les procédés, méthodes, savoir-faire nouveau issus de la réalisation de la prestation au titre du marché. De manière générale, toute œuvre de l'esprit réalisée par le Titulaire et l'Acheteur lors de l'exécution de la prestation au marché.

En complément de l'article 43.2 du C.C.A.G.-TIC, les connaissances antérieures seront celles expressément identifiées par le Titulaire. Celles-ci seront soumises au régime de protection des

connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards prévu à l'article 44 du C.C.A.G.-TIC

Conformément à l'article 44.2 du C.C.A.G.-TIC., à défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat.

Par dérogation à l'article 46 du C.C.A.G.-TIC les livrables associés à la formation sur-mesure et tous les développements spécifiques construits pendant, pour ou grâce à la formation seront considérés comme confidentiels et feront donc l'objet d'une cession à titre exclusive des droits de propriété intellectuelle, en faveur de l'Acheteur.

Le Titulaire cède de manière exclusive, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux mentionnés dans le C.C.A.G.-TIC et dans le périmètre établi dans le C.C.A.G.-. A savoir, les droits d'exploitation, de représentation, de reproduction et de divulgation pour le monde entier, pour la durée légale de droit d'auteur, des droits voisins ou des droits de propriété industrielle.

Article 20. Clause de sécurité

La charte sécurité du système d'information énonce les exigences relatives à la sécurité de ses systèmes d'information. Elle est applicable aux prestataires externes, ayant accès dans le cadre de leur mission à tout ou partie des Systèmes d'Information de l'acheteur.

Lorsque le candidat a obtenu une certification 27001 sur le périmètre de la prestation visée par le présent marché, un certificat en cours de validité est à fournir.

Article 21. Clauses de réexamen

L'acheteur se réserve la possibilité d'intégrer aux marchés spécifiques une clause de réexamen, en application de L'article R2194-1 du code de la commande publique.

En application des articles L.2194-1 et R.2194-1 et 6 du Code de la commande publique, le marché pourra être modifié selon les clauses suivantes :

- a) Variation des prix : les parties pourront convenir d'un nouvel accord sur le ou les prix en cas d'une évolution disproportionnée du ou de ces prix, en application de la clause de révision des prix prévue au présent CCAP, et susceptible notamment d'altérer l'équilibre financier du contrat
- b) Ajustement des prestations : les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.
- c) L'ajout de nouvelles unités d'œuvre non prévues initialement et devenues nécessaires en cours d'exécution du marché. Etant entendu, que ces unités d'œuvre doivent être en lien avec l'objet du marché ;
- d) La modification des indicateurs de performance dans la limite de cinq modifications par an.
- e) Des modifications de référence pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :
 - Que les nouvelles références respectent le CCTP ;
 - Que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du titulaire.
- f) Changement de titulaire : un nouveau titulaire pourra remplacer le titulaire initial en cas décès de ce dernier.
- g) Cessation des activités du Titulaire

Dans le cas où les activités du Titulaire seraient cédées à une autre société, à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du marché du Titulaire à cette autre société sera possible dans les mêmes conditions d'exécution.

La conclusion d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de l'acheteur quant à la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale.

L'acheteur se réserve le droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article L.2141-1 du Code de la commande publique. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'Acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Si pour quelque raison que ce soit, le suivi et support ne pouvaient être assurés, soit par le Titulaire en titre du marché, soit par un tiers désigné par ses soins, le présent marché serait :

- Soit exécuté selon les dispositions de l'article 54 du C.C.A.G.-TIC
- Soit résilié aux torts du Titulaire.

Article 22. Réversibilité et transférabilité

Les dispositions suivantes seront précisées dans chaque marché spécifique

À l'issue du marché ou en cas de résiliation, le titulaire s'engage à :

- Restituer l'ensemble des données, documents et livrables dans un format ouvert et exploitable ;
- Assurer une période de tuilage d'une durée minimale de [X] mois ;
- Fournir toute la documentation technique nécessaire à la reprise des prestations par un tiers ;
- Supprimer de façon sécurisée les données de l'acheteur de ses systèmes dans un délai de [X] jours

Article 23. Responsabilité et assurances

En compléments des dispositions mentionnées aux articles 8 et 9 du C.C.A.G.-TIC, est convenu ce qui suit.

23.1 Responsabilité extracontractuelle

La responsabilité extracontractuelle de l'Acheteur et celle du Titulaire peuvent être, le cas échéant, engagées dans les conditions fixées par le droit français, à raison des dommages causées par le personnel ou le matériel des deux acteurs du projet.

23.2 Responsabilité contractuelle

Sauf pour les hypothèses relevant de la force majeure ou pour des manquements dont l'origine serait imputable à la défaillance de l'Acheteur ou de l'un de ses préposés dans l'exécution du marché, le Titulaire est responsable de tout manquement à ses obligations contractuelles au titre du présent marché et doit réparation pour les dommages causés à l'Acheteur, à ses préposés et/ou tiers.

Cette responsabilité peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues au marché.

23.3 Responsabilité en cas d'atteinte à l'intégrité des données ou la disponibilité des services

Le Titulaire sera tenu responsable des préjudices subis par l'acheteur ou un tiers et causé, directement ou indirectement, par la mise en œuvre, fautive ou non, partielle ou non, des prestations du titulaire.

23.4 Assurances

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des dommages qui pourraient être causés aux personnels ou aux biens de l'acheteur, ou à des tiers (et notamment acteurs de santé) du fait de sa présence sur site.

Par dérogation à l'article 9 du C.C.A.G.-TIC, le Titulaire (chacun des membres du groupement le cas échéant, chaque sous-traitant) devra fournir, avant tout commencement d'exécution, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec la mission confiée dans le cadre du marché.

Il veillera à informer l'acheteur de tout changement de police d'assurance en cours de marché, et remettra, à chaque renouvellement de sa police d'assurance, des documents à jour.

Article 24. Obligation de vigilance dans les marchés publics

Pour chaque lot, le titulaire s'engage à remettre à l'Acheteur, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code du travail :

1. Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
2. Une attestation de régularité fiscale en date de validité. A noter que lorsque l'entreprise est mentionnée comme étant une société-fille, vous devez également nous faire parvenir l'attestation de la société-mère.
3. Lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a. L'identification de l'opérateur économique, N° de SIRET
 - b. Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c. Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d. Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

En cas de groupement ou de sous-traitance, ces documents sont à transmettre pour chaque membre du groupement.

Article 25. Travailleurs détachés

Tout employeur établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L.1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D.1265-1 du code du travail.

Conformément à l'article L.1262-2-1 du même code, il doit notamment adresser une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation et désigner un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle compétents pendant la durée de la prestation.

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, l'Acheteur est tenu de vérifier que le titulaire du marché qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

A cet effet et en application de l'article R.1263-12 du même code, le titulaire est tenu de transmettre à l'acheteur, préalablement au détachement, les deux documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ;
- Une copie du document désignant son représentant sur le territoire national.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution entraînera la résiliation de plein droit du marché par l'acheteur après mise en demeure non suivi d'effet.

Article 26. Résiliation

26.1 Généralités

Les articles 47 à 53 et 54 du C.C.A.G.-TIC s'appliquent au présent marché.

Il peut être mis fin à l'exécution du marché, avant son expiration, qu'il y ait faute ou non du Titulaire, par une décision de résiliation qui en fixe la date d'effet.

En tout état de cause, le présent marché étant conclu sans minimum de commandes, la résiliation du marché n'ouvrira droit au profit du Titulaire à aucune indemnité.

26.2 Décès, incapacité du Titulaire du marché

En cas de décès ou d'incapacité civile du Titulaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si l'Acheteur accepte la continuation du marché par les ayants droit ou le curateur.

La résiliation du marché, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire ou ses ayants droit, à aucune indemnité.

En cas d'incapacité physique, manifeste et durable, du Titulaire, le marché peut être résilié sans que le Titulaire ne puisse prétendre à indemnité.

26.3 Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire du Titulaire du marché

Le jugement instituant la sauvegarde, le redressement ou la liquidation judiciaire du Titulaire du marché est notifié immédiatement à l'acheteur par le Titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'acheteur met en demeure l'administrateur, ou le Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur, de se prononcer sur l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

La résiliation du marché prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois visé ci-dessus.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité du Titulaire et si le liquidateur exige la poursuite du marché pendant la période visée à la décision de justice.

Dans tous ces cas, la résiliation n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

26.4 Faute du Titulaire du marché

Les dispositions de l'article 50 du C.C.A.G.-TIC sont complétées comme suit. L'acheteur se réserve le droit de prononcer la résiliation immédiate du marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les hypothèses où le Titulaire aurait manqué à ses obligations contractuelles ou commis une faute rendant impossible la poursuite des relations contractuelles, et notamment dans les cas suivants :

- a) Défaut de désignation ou récusation du responsable de projet dans les conditions prévues à l'article 8.1.1 du présent document ;
- b) En cas de deux refus successifs par l'Acheteur d'un remplaçant proposé par le Titulaire (cf. art. 8.1.2 du présent document) ;

- c) Si à deux reprises le Titulaire a présenté des prix d'unités d'œuvre supérieurs aux prix plafonds fixés dans l'annexe financière du marché ;
- d) Mauvaise exécution et/ou inexécution fautive d'un ou plusieurs marchés subséquents ou bons de commande par le Titulaire ;
- e) Si le Titulaire effectue du démarchage direct auprès des adhérents de l'acheteur sans en informer préalablement l'acheteur (établissement concerné, sujets/domaines ...) et/ou qu'il ne restitue pas les informations après intervention directe auprès de celui-ci ;
- f) Inexactitude des renseignements article L 2196-6 du code de la commande publique ;
- g) Non-respect des dispositions relatives aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail après mise en demeure restée infructueuse ;

Sauf dans les cas prévus aux a), b), c), d) et e) cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant au Titulaire le manquement en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires à compter de l'envoi de ladite lettre.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucune indemnité.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire remet à l'Acheteur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués au titre du marché.

26.5 Résiliation anticipée pour évolution technologique, de sécurité ou tarifaire

26.5.1 Principe

Indépendamment des cas de résiliation prévus par le CCAG applicable et précisés ci-dessous, l'acheteur peut résilier de manière anticipée le présent marché spécifique lorsqu'interviennent, en cours d'exécution, des évolutions affectant les conditions initiales du marché et rendant nécessaire la conclusion d'un nouveau contrat pour répondre de manière satisfaisante à ses besoins.

26.5.2 Motifs justifiant la résiliation anticipée

La résiliation peut notamment être prononcée lorsque survient l'un des motifs suivants :

a) Évolutions techniques

Apparition ou mise à disposition sur le marché de technologies nouvelles, de solutions innovantes ou d'outils substantiellement plus performants ou adaptés aux besoins de l'acheteur, rendant la poursuite du marché moins pertinente ou non optimale.

b) Exigences de sécurité

Modification ou durcissement des exigences réglementaires ou internes en matière de cybersécurité, protection des données ou conformité technique, nécessitant la mise en place d'une solution non prévue au marché initial.

c) Évolution tarifaire pour un service équivalent

Constat par l'acheteur, de manière objective et documentée, que des offres disponibles sur le marché permettent d'obtenir un service équivalent ou supérieur à un tarif significativement plus avantageux, compromettant l'efficacité économique du marché en cours.

Ces motifs peuvent justifier la nécessité de relancer une nouvelle consultation, notamment dans le cadre du SAD ou par tout autre procédé conforme au Code de la commande publique.

26.5.3 Procédure et délai de prévenance

La résiliation anticipée interviendra après :

- information préalable du titulaire,
- communication des motifs,
- respect d'un délai de prévenance de trente (30) jours calendaires, sauf situation d'urgence avérée liée à la sécurité des systèmes ou des données.

Pendant ce délai, le titulaire est tenu d'assurer la continuité du service.

26.5.4 Effets de la résiliation

La résiliation :

- n'ouvre droit à aucune indemnisation au profit du titulaire, sauf prestations déjà réalisées et dûment constatées ;
- n'affecte pas les droits de l'acheteur sur les livrables remis ;
- n'interdit pas à l'acheteur de relancer immédiatement une consultation, y compris pour un besoin similaire ou identique.

Le titulaire ne peut revendiquer aucun droit exclusif ni aucun préjudice lié au lancement d'une nouvelle procédure, y compris si celle-ci intervient pendant le délai de prévenance.

26.5.5 Clause de continuité

À l'issue du marché, le titulaire remettra :

- l'ensemble des livrables en cours ou finalisés,
- les éléments nécessaires à la continuité de service,
- la documentation technique et fonctionnelle,
- les données traitées dans le cadre du marché.

26.6 Résiliation des bons de commandes

Les conditions de résiliation des bons de commande sont celles mentionnées au C.C.A.G.-TIC. Il est néanmoins précisé que dans le cadre d'une résiliation pour faute du Titulaire, aucune indemnité ne pourra être accordé au Titulaire et que le Représentant du pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Outre les cas visés à l'article 50 du C.C.A.G.-TIC, dans le cas de deux rejets successifs du même livrable, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier les bons de commandes sans qu'une mise en demeure préalable ne soit exigée. Cette résiliation n'ouvre pas droit au versement d'une indemnité au bénéfice du Titulaire. De même, le défaut et/ou mauvaise exécution des prestations objet du bon de commande après mise en demeure restée infructueuse justifiera une résiliation dans les mêmes conditions.

Article 27. Exclusion du SAD

Conformément aux dispositions des articles L2141-1 à L2141-10 du CCP, le soumissionnaire ne doit pas être dans un des cas d'interdiction de soumissionner.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion au sens du CCP, il en informe l'acheteur sans délai qui l'exclura pour ce motif.

L'exclusion d'un opérateur économique admis dans le SAD peut également intervenir pour les motifs suivants :

- ✓ À la demande de l'opérateur si celui-ci s'estime dans l'incapacité de pouvoir exécuter les futurs marchés spécifiques (ex : redressement, liquidation judiciaire...);
- ✓ Sur décision de l'acheteur lorsqu'un marché spécifique conclu dans le cadre du SAD avec l'opérateur économique a été résilié pour faute.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, le pouvoir adjudicateur. En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Article 28. Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 54 du C.C.A.G.-TIC, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

28.1 Inexécution partielle ou totale de prestations

En cas d'inexécution partielle ou totale d'une ou plusieurs prestations, l'Acheteur peut faire procéder à l'exécution de celles-ci par un tiers aux frais et risques du titulaire sous réserve des dérogations suivantes à l'article 54.1 du C.C.A.G.-TIC.

- L'Acheteur n'a pas l'obligation de prouver au titulaire que les prestations concernées ne peuvent souffrir aucun retard.
- La décision de l'acheteur n'est pas limitativement subordonnée à une quelconque décision de résiliation du marché.

L'exécution des prestations par un tiers n'affecte en rien pour le titulaire l'obligation du bon achèvement de l'exécution des autres prestations en cours.

Pour l'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire, il est passé un contrat avec un autre prestataire. Le décompte général du marché exécuté par le tiers prestataire ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif de celui-ci.

28.2 Résiliation du contrat aux frais du titulaire

En cas de résiliation du contrat aux frais du titulaire, il est passé un contrat avec un autre prestataire pour l'achèvement des prestations.

Le décompte général du contrat résilié ne sera notifié au prestataire qu'après règlement définitif du nouveau contrat passé avec le tiers prestataire pour l'achèvement des prestations.

Article 29. Règlement des différends

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tout différend survenu à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions de l'article 55 du C.C.A.G.-TIC. A cet effet, le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable des litiges dans les conditions prévues aux articles R.2197-1 à D.2197-22 du Code de la commande publique.

En cas d'échec de cette procédure, les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de Toulouse sera compétent.

Toutes les correspondances seront rédigées en français.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Article 30. Dérogation au C.C.A.G.

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents généraux ci-après :

Nature de la dérogation	Article du C.C.A.P.	Article C.C.A.G.-TIC
Ordre de priorité des documents contractuels	8.1	4.1
Notification du marché	8.3	4.2.1
Présence du titulaire aux opérations de vérification	13	30.3
Révision des prix	16.3	10.1.1
Délai d'observation du titulaire sur les bons de commande	13.2.1	3.7.2
Absence d'exonération sur le montant des pénalités	18.1	14.1.3
Délai de remise des attestations d'assurance	23.4	9

Cette liste n'est pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les stipulations dérogatoires au C.C.A.G. qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessus conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent marché.